

Convention collective

**EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(MIDI-PYRÉNÉES)**

(1^{er} décembre 1982)

(Etendue par arrêté du 2 mars 1983
Journal officiel du 30 mars 1983)

AVENANT N° 55 DU 8 JUILLET 2005 (1)

NOR : AGRS0597194M

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de
Midi-Pyrénées ;

Les entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire de Midi-Pyrénées
CFDT ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT ;

La confédération française de l'encadrement CGC ;

Les syndicats confédérés FO pour Midi-Pyrénées,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 28 est modifié comme suit :

Les références à 169 heures au 1^o « Personnel ouvrier et administratif des
exploitations et entreprises forestières » et au 2^o « Personnel ouvrier des scie-
ries agricoles », sont remplacées par : « 151,67 heures ».

Article 2

L'article 39 « Durée du travail » est remplacé comme suit :

« La durée légale du travail effectif d'un salarié est fixée à 35 heures par
semaine.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

La durée légale du travail effectif est le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Les temps nécessaires à l'habillage, aux casse-croûte et aux repas ne sont pas considérés comme travail effectif lorsque les critères définis à l'alinéa précédent sont réunis.

Le trajet du siège de l'entreprise au chantier doit être qualifié de temps de travail effectif :

- lorsque le salarié conduit un véhicule de l'entreprise pour transporter du personnel ou du matériel ;
- lorsque le salarié est obligé de se rendre au siège de l'entreprise avant d'être transporté sur un chantier. »

Article 3

L'article 41 « Durée maximale du travail » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les heures de travail prises en compte au titre de la durée maximale du travail concernent les périodes de travail réellement effectuées. Les périodes assimilées à des périodes de travail effectif en application des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ne sont pas considérées comme des périodes de travail effectif pour le calcul des durées maximales.

La durée maximale quotidienne de travail est fixée à 10 heures. Cette durée peut être dépassée dans les cas et dans les conditions déterminées par le décret n° 97-541 du 26 mai 1997. Par dérogation aux dispositions de ce décret le nombre global d'heures de dépassement au-delà de 10 heures ne peut être supérieur à 50 heures par période annuelle comprise entre le 1^{er} juin et le 31 mai de chaque année.

La durée maximale hebdomadaire de travail est fixée à 48 heures. Cependant les entreprises peuvent être autorisées à dépasser le plafond de 48 heures selon la procédure définie à l'article 9 du décret n° 75-956 du 17 octobre 1975. La demande de dérogation est adressée au chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles soit par l'employeur, soit par l'organisation représentative des employeurs concernés.

La durée maximale annuelle de travail ne peut être supérieure à 2 000 heures, conformément à l'article 8.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 annexé à la présente convention.

Dans chaque entreprise employant plus de 3 salariés, le nombre total des heures de travail effectuées ne peut être supérieur, par année, à un maximum qui est déterminé conformément à l'article 8-5 de l'accord national du 23 décembre 1981, annexé à la présente convention. »

Article 4

L'article 42 « Heures supplémentaires » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les heures supplémentaires sont celles réalisées au-delà de la durée légale hebdomadaire.

Les heures supplémentaires sont décidées par l'employeur.

Les heures supplémentaires donnent lieu à une majoration de salaire égale à 25 % pour chacune des 8 premières heures supplémentaires et à 50 % pour chacune des heures suivantes. »

Article 5

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 seront déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Haute-Garonne.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant.

Fait à Toulouse, le 8 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)